

[...]

***RAPPORT 2018-2019
DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE
RELATIF AUX AIDES D'ETAT***

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE (mai 2020)

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables
SOUS-SECTEUR	Personnes handicapées

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

Décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, tel que modifié.

Décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Décret de la Commission communautaire française du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Arrêté 2017/626 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide

aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, tel que modifié.

Arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié.

Arrête 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié.

Arrêté n° 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié.

Arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/1481 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accueil familial, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/891 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/1388 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2008/1584 du 12 février 2009 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié. NB : à partir du 1^{er} octobre 2019, un nouvel arrêté est entré en vigueur.

Arrêté 2017/892 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de loisirs inclusifs, mettant en œuvre la section 7 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2018/1219 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de participation par des activités collectives, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2018/1592 du 24 janvier 2019 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la formation professionnelle, mettant en œuvre l'article 29 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée. (entré en vigueur au 1^{er} janvier 2019).

Arrêté 2011/149 du Collège de la Commission communautaire française du 14 juillet 2011 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Arrêté 2017/165 du Collège de la Commission communautaire française du 23 novembre 2017 relatif aux projets particuliers et innovants, aux labels et aux associations reconnues, mettant en œuvre les sections 3 et 4 d chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Principes généraux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée stipule en son art. 70, alinéa 2 : « Les centres, services, associations, logements et entreprises sont mandatés pour une durée de 10 ans maximum renouvelable en tant que services d'intérêt économique général dans le sens de la Décision (CE) 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, relatif aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. » 2. L'autorité régionale fixe de manière distincte pour chaque type de centres, d'entreprises ou de services spécifiques aux personnes handicapées des normes d'agrément qui portent sur : <ol style="list-style-type: none"> 1° les missions ; 2° la qualité ; 3° l'infrastructure; 4° l'organisation et le fonctionnement; 5° le nombre et le niveau de qualification du personnel ainsi que sa formation continuée; 6° le nombre et le type de personnes handicapées; 7° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et la personne handicapée ; 8° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et le service PHARE. <p>1. Les services d'accompagnement : 28 agréés</p> <p>Ils ont pour missions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° lorsqu'ils accueillent des enfants handicapés en bas âge et leur famille, parfois même avant la naissance, d'assurer un soutien précoce sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé ;

	<p>2° lorsqu'ils accompagnent l'enfant et le jeune handicapé, d'assurer un soutien sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé ; d'encadrer leur inclusion scolaire, sociale et professionnelle ;</p> <p>3° lorsqu'ils accompagnent l'adulte handicapé, de soutenir son autonomie et le maintien ou l'amélioration de sa qualité de vie en lui fournissant ainsi qu'à sa famille, si nécessaire, l'information et l'accompagnement répondant à ses besoins dans les actes et les démarches de la vie courante.</p> <p>De plus chaque service d'accompagnement, quel que soit l'âge de la personne handicapée, exerce les missions suivantes :</p> <p>1° l'accompagnement de la personne handicapée dans son projet de vie par un soutien individualisé effectué à domicile dans le cadre du service, ou dans tout autre lieu approprié ;</p> <p>2° la mise en place et la recherche avec la personne handicapée, avec sa famille et son réseau, si nécessaire, de réponses à ses besoins spécifiques ;</p> <p>3° la mise en contact de la personne handicapée et de sa famille, si nécessaire, avec les personnes, les services et les milieux d'accueil qui peuvent leur être utiles ;</p> <p>4° la participation à toutes démarches de prévention quant à l'apparition et l'aggravation des handicaps.</p> <p>2. Les entreprises de travail adapté : 12 agréées</p> <p>Les entreprises de travail adapté ont pour objectifs prioritaires :</p> <p>1° d'assurer à toute personne handicapée un travail utile et rémunérateur;</p> <p>2° de permettre à la personne handicapée de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences.</p> <p>3. Les centres de jour : 33 agréés</p> <p>Les centres de jour ont pour mission d'accueillir en journée, y compris le repas de midi, les personnes handicapées en assurant une prise en</p>
--	--

	<p>charge médicale, psychologique, paramédicale, sociale et éducative qui vise à leur permettre d'atteindre ou de préserver la plus grande autonomie possible et un niveau optimal d'intégration familiale et sociale.</p> <p>Les centres de jour accueillent soit des personnes handicapées mineures scolarisées ou non, soit des personnes handicapées majeures qui ne peuvent s'intégrer dans un lieu de formation ou de travail, adapté ou non.</p> <p>4. Les centres d'hébergement : 33 agréés</p> <p>Les centres d'hébergement ont pour mission d'accueillir les enfants ou les adultes handicapés, en soirée, la nuit, y compris le repas du matin ainsi que la journée lorsque l'activité de jour habituelle n'est pas organisée ou que la personne handicapée ne peut s'y rendre.</p> <p>5. Les services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes : 1 agréé</p> <p>Ils ont pour missions:</p> <p>1° de traiter les demandes en matière de prestations d'interprétation en langue des signes ou de translittérateurs ou de vélotypie ;</p> <p>2° de mettre des interprètes, translittérateurs ou vélotypistes à la disposition des demandeurs.</p> <p>6. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale : 1 agréé (à partir de janvier 2018)</p> <p>Les services de soutien aux activités d'utilité sociale ont pour mission :</p> <p>1° apporter une aide et un soutien à la personne handicapée dans le cadre d'activités d'utilité sociale ;</p>
--	--

	<p>2° rechercher l'offre d'activités d'utilité sociale accessible à la personne handicapée ;</p> <p>3° promouvoir les activités d'utilité sociale de la personne handicapée dans la société.</p> <p>7. Les projets particuliers et innovants</p> <p>Ces projets ont pour objectif soit d'apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés, soit d'améliorer l'offre existante, soit de sensibiliser et d'informer.</p> <p>Ils se répartissent en :</p> <p>1° projets particuliers de courte durée (40 projets en 2019) ;</p> <p>2° projets innovants (2 projets en 2019) ;</p> <p>3° projets particuliers agréés (9 projets en 2019).</p> <p>8. Les services d'accueil familial (2 conventionnés à partir de janvier 2018)</p> <p>Ils ont pour missions :</p> <p>1° la recherche et la sélection des familles d'accueil ;</p> <p>2° le soutien de la personne handicapée et de la famille d'accueil ;</p> <p>3° le suivi et l'évaluation de l'accueil;</p> <p>4° le développement de partenariat.</p> <p>9. Les services de loisirs inclusifs (2 agréés à partir de janvier 2018)</p> <p>Ils ont pour missions :</p> <p>1° l'accompagnement dans la recherche d'activités de loisirs inclusives ;</p> <p>2° l'organisation de loisirs inclusifs;</p> <p>3° la collaboration avec d'autres organisations actives en matière de loisirs.</p>
--	--

	<p>10. les services de participation par des activités collectives - PACT (1 agréé à partir de janvier 2019)</p> <p>Ils ont pour missions :</p> <p>1° l'organisation d'activités collectives de volontariat au profit de la société ;</p> <p>2° la valorisation des compétences de la personne handicapée par sa participation à des activités collectives de volontariat.</p> <p>11. Les services d'appui à la formation professionnelle (3 agréés à partir de 2019)</p> <p>Ils ont pour missions la mise en œuvre de :</p> <p>1° l'accompagnement psychopédagogique individuel ;</p> <p>2° la formation et de la coordination ;</p> <p>3° l'information et de la médiation.</p>
Formes de mandat	<p>Le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée.</p> <p>Arrêté d'agrément du Collège de la Commission communautaire française</p> <p>Arrêté de subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>Services agréés à l'exception des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées et des centres de jour pour enfants scolarisés</p> <p>Pour les agréments en cours : 5 ans maximum, renouvelable ;</p> <p>Pour les prochains renouvellements d'agréments : 10 ans maximum, renouvelable.</p> <p>Centres de jour et centres d'hébergement pour personnes handicapées et centres de jour pour enfants scolarisés :</p> <p>5 ans maximum, renouvelable</p>

	<p>Projets particuliers et innovants</p> <p>1° projets particuliers de courte durée : 1 an ;</p> <p>2° projets innovants : 3 ans ;</p> <p>3° projets particuliers agréés : maximum 5 ans. Renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Définis dans le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	<p>1. Les services d'accompagnement</p> <p>Chaque service peut être agréé dans l'une des catégories suivantes :</p> <p>1° la catégorie 1 : le service assure l'accompagnement d'au moins 12 personnes handicapées par an.</p> <p>Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie 1 ;</p> <p>2° la catégorie 2 : le service assure l'accompagnement d'au moins 20 personnes handicapées par an ;</p> <p>3° la catégorie 3 : le service assure l'accompagnement d'au moins 40 personnes handicapées par an ;</p> <p>4° la catégorie 4 : le service assure l'accompagnement d'au moins 60 personnes handicapées par an.</p> <p>5° la catégorie 5 : le service assure l'accompagnement d'au moins 80 personnes handicapées par an.</p> <p>Ces accompagnements se concrétisent par :</p> <p>1° au moins 288 interventions par an en catégorie 1 ;</p> <p>2° au moins 480 interventions par an en catégorie 2 ;</p> <p>3° au moins 960 interventions par an en catégorie 3 ;</p>

	<p>4° au moins 1.440 interventions par an en catégorie 4 ;</p> <p>5° au moins 1.920 interventions par an en catégorie 5.</p> <p>En outre, ils peuvent être agréés pour exercer une ou plusieurs des actions spécifiques suivantes :</p> <p>1° le support aux milieux d'accueil de la petite enfance :</p> <p>Il s'agit de la participation du service à une équipe itinérante de support des milieux d'accueil de la petite enfance dans le cadre d'un accueil inclusif de la petite enfance en situation de handicap. Ces milieux d'accueil situés en Région bruxelloise sont autorisés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.</p> <p>2° la halte-accueil :</p> <p>Il s'agit d'un lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants jusqu'à 6 ans révolus, mis en œuvre dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.</p> <p>Le lieu d'accueil tient compte des spécificités des enfants en situation de handicap accueillis. Il concourt au développement de l'enfant par des activités individuelles et collectives adaptées. Il offre aux parents un temps de répit.</p> <p>3° l'aide à l'inclusion scolaire :</p> <p>Il s'agit de l'aide à l'inclusion scolaire pour des enfants et des jeunes en situation de handicap qui suivent un enseignement maternel, primaire ou secondaire ordinaire.</p>
--	--

	<p>Ces enfants et ces jeunes peuvent bénéficier d'un processus d'intégration scolaire mis en place par le décret de la Communauté française du 3 mars 2004 relatif à l'enseignement spécialisé.</p> <p>Cette aide individuelle comprend le soutien de la personne handicapée et de son entourage dans les différentes dimensions du processus d'inclusion scolaire, l'aide à l'utilisation de matériel spécifique, la coordination ou la médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir dans le processus d'inclusion, leur sensibilisation et leur information.</p> <p>4° l'extra-sitting :</p> <p>Il s'agit de l'organisation de garde active individuelle pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, à domicile ou dans un autre milieu de vie.</p> <p>5° l'organisation d'activités de loisirs :</p> <p>Il s'agit de l'organisation d'activités collectives régulières de loisirs à caractère ludique, culturel, touristique, culinaire, de détente, de bien-être, d'expression sous toutes ses formes, sans que cette liste soit limitative, et/ou de séjours adaptées pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance.</p> <p>Certains séjours et activités peuvent se dérouler en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>6° le support aux situations critiques :</p> <p>Il s'agit de l'aide à des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, lorsqu'elles se trouvent dans des conditions mettant en danger leur personne ou celle d'autrui ou risquent une exclusion sociale ou familiale.</p>
--	--

	<p>Cette aide peut consister, selon le cas, en un soutien de la personne handicapée, de son entourage (famille, milieu d'accueil), une aide à l'utilisation de stratégies spécifiques, une coordination ou une médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir, une sensibilisation et une mobilisation des équipes de professionnels.</p> <p>7° le logement accompagné :</p> <p>Il s'agit d'un logement dont le service est locataire ou propriétaire et qui est mis à la disposition d'une personne handicapée majeure pour une durée limitée éventuellement renouvelable dans le but d'accroître son autonomie et de soutenir son choix de lieu de vie futur.</p> <p>Le projet individualisé tient compte de ces objectifs et comprend principalement des interventions individuelles menées dans le cadre de la vie quotidienne.</p> <p>Des subventions</p> <p>La subvention annuelle des frais de personnel affecté aux missions de base visées est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :</p> <p>1° service de catégorie 1 : 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>2° service de catégorie 2 : 2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>3° service de catégorie 3 : 3,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,75 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>4° service de catégorie 4 : 4,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p>
--	---

	<p>5° service de catégorie 5 : 5,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction.</p> <p>La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.</p> <p>Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.</p> <p>Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :</p> <p>1° service de catégorie 1 : 14.000,00 euros ;</p> <p>2° service de catégorie 2 : 25.000,00 euros ;</p> <p>3° service de catégorie 3 : 32.000,00 euros ;</p> <p>4° service de catégorie 4 : 41.000,00 euros ;</p> <p>5° service de catégorie 5 : 50.000,00 euros.</p> <p>La subvention annuelle relative aux actions spécifiques et pour lesquelles le service est agréé couvre des frais de personnel et des frais généraux qu'il a encourus selon la répartition qu'il détermine.</p> <p>Pour l'action spécifique « support aux milieux d'accueil de la petite enfance », la subvention est limitée à 14.000 €.</p> <p>Pour l'action spécifique « halte-accueil », la subvention est limitée à 16.000 €.</p> <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et de périodes d'accueil, la subvention est réduite à due concurrence.</p>
--	---

	<p>Pour l'action spécifique « aide à l'inclusion scolaire », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 30, 1° : 18.000 € ; - dans le cadre de l'article 30, 2° : 36.000 € ; - dans le cadre de l'article 30, 3° : 54.000 €. <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et d'interventions, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « extra-sitting », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 31, 1° : 80.000 € ; - dans le cadre de l'article 31, 2° : 140.000 € ; - dans le cadre de l'article 31, 3° : 180.000 €. <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres d'heures repris à l'article 31, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « organisation d'activités de loisirs », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 32, 1° : 30.000 € ; - dans le cadre de l'article 32, 2° : 52.000 €. <p>Si le service est agréé pour accueillir des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ces montants sont triplés.</p> <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de périodes repris à l'article 32, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « support aux situations critiques », la subvention est limitée à 33.000 €.</p> <p>Si le service est agréé pour aider des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ce montant est porté à 99.000 €.</p> <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes aidées, la subvention est réduite à due concurrence.</p>
--	--

	<p>Pour l'action spécifique « logement accompagné », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 34, 1° : 12.000 € ; - dans le cadre de l'article 34, 2° : 20.000 € ; - dans le cadre de l'article 34, 3° : 30.000 €. <p>2. Les entreprises de travail adapté</p> <p>Interventions dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale des travailleurs</p> <p>La demande d'intervention dans la rémunération des travailleurs de l'entreprise de travail adapté et</p> <p>dans les cotisations de sécurité sociale y relatives distingue :</p> <p>1° une première partie relative aux travailleurs handicapés ;</p> <p>2° une deuxième partie relative aux travailleurs handicapés occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;</p> <p>3° une troisième partie relative aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle ;</p> <p>4° une quatrième partie relative au personnel d'encadrement ;</p> <p>5° une cinquième partie relative à la cotisation au Fonds de sécurité d'existence «Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française ».</p> <p>6° une sixième partie relative à une indemnité de sécurité d'existence en cas de chômage économique</p>
--	---

	<p>L'entreprise détermine les membres du personnel pour lesquels elle sollicite une intervention.</p> <p>L'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale relatives aux travailleurs de l'entreprise de travail adapté est octroyée dans le respect des dispositions des articles 40, 71 et 72 de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées. Les travailleurs handicapés sont rémunérés au minimum au revenu minimum moyen mensuel garanti.</p> <p>La première partie de la demande d'intervention, relative aux travailleurs handicapés se rapporte :</p> <p>1° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 21 à 24 tels que précisés à l'annexe 3 ;</p> <p>2° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 13 à 20 tels que précisés à l'annexe 3.</p> <p>Le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale de ces travailleurs est fixé à :</p> <p>a) pour les travailleurs sous 1°, 50 % du montant de la rémunération payée à chaque travailleur handicapé et des charges sociales y afférentes plafonnées à 15% de la rémunération.</p> <p>Pour la fixation de ce montant :</p> <p>- la partie de la rémunération horaire qui excède le montant obtenu en multipliant par 1,21 le</p>
--	---

	<p>revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, calculé sur une base horaire compte tenu d'une durée hebdomadaire de travail de 38 heures, n'est pas retenue ;</p> <p>- pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.</p> <p>b) pour les travailleurs sous 2°, 50 % du barème correspondant à la fonction exercée par le travailleur, tel que défini à l'annexe 3, et des charges sociales y afférentes. Le barème pris en considération est toutefois plafonné au barème 19.</p> <p>Pour la fixation de ce montant :</p> <p>pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.</p> <p>Le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes à la rémunération du travailleur est fixé forfaitairement à 15 % de ce barème.</p> <p>La rémunération relative aux travailleurs handicapés comprend la rémunération brute totale relative aux heures effectivement prestées ainsi qu'à la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, en ce compris les deux premiers jours de carence supprimés au cours d'une année civile, la rémunération des jours fériés et le simple pécule de vacances pour les employés.</p> <p>Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.</p>
--	--

	<p>Elle comprend une prime de fin d'année de 3,16 % de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédente son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.</p> <p>Le montant de l'intervention est égal au montant de la rémunération pris en considération multiplié par un coefficient variant, selon la catégorie de capacité professionnelle comme suit :</p> <p>1° travailleur de la catégorie A : coefficient : 0,9 2° travailleur de la catégorie B : coefficient : 1,2 3° travailleur de la catégorie C : coefficient : 1,55 4° travailleur de la catégorie D : coefficient : 1,8 5° travailleur de la catégorie E : coefficient : 1,9 6° travailleur de la catégorie F : coefficient : 2.</p> <p>La deuxième partie de la demande d'intervention se rapporte aux travailleurs handicapés sous contrat de travail et occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (abrogé).</p> <p>Lorsque l'entreprise n'occupe pas au moins 20 % de travailleurs handicapés sous contrat de travail et dont la catégorie professionnelle est E ou F, l'administration opère sur l'intervention trimestrielle accordée à l'entreprise une retenue de 1061,21 € par travailleur handicapé non occupé, calculée sur la moyenne du trimestre considéré.</p> <p>La troisième partie de la demande d'intervention se rapporte aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation</p>
--	--

	<p>professionnelle. Elles bénéficient d'une rémunération à charge de l'entreprise composée :</p> <p>1° d'une indemnité horaire fixée selon les modalités suivantes :</p> <p>a) catégories A, B, C ou D : 0,5207 €</p> <p>b) catégorie E : 0,3469 €</p> <p>c) catégorie F : 0,1736 €</p> <p>Ces montants sont augmentés de 0,1736 euro après 24 mois d'adaptation, de 0,5207 euro après 36 mois d'adaptation et de 0,8677 euro après 48 mois d'adaptation;</p> <p>2° d'une intervention complémentaire calculée selon les modalités reprises aux articles 47, 49 et 50 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, tel que modifié.</p> <p>La rémunération est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées.</p> <p>L'administration rembourse à l'entreprise l'intervention complémentaire ainsi que les cotisations de sécurité sociale y afférentes.</p> <p>La quatrième partie relative au personnel d'encadrement se rapporte aux membres du personnel définis ci-après et pour lesquels une intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est accordée à l'entreprise :</p> <p>1° en fonction de son quota :</p> <p>a) un directeur ;</p>
--	---

	<p>b) un directeur adjoint ou un assistant de direction quart temps par tranche de 25 unités au-dessus de 100 unités ;</p> <p>Si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant une fonction de directeur adjoint ou assistant de direction, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de responsable administratif ou personnel administratif niveau 1.</p> <p>c) un membre du personnel administratif mi-temps par tranche de 25 unités;</p> <p>Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour maximum un responsable administratif; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable administratif, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de personnel administratif niveau 1 ;</p> <p>d) un membre du personnel psychoparamédico-social quart-temps par tranche de 25 unités ;</p> <p>e) un membre du personnel moniteur mi-temps par tranche de 5 unités ;</p> <p>Au sein d'un groupe de 6 membres du personnel moniteur équivalents temps plein bénéficiant d'une intervention, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour un chef moniteur; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de chef moniteur, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de moniteur niveau 1.</p>
--	--

	<p>f) un membre du personnel commercial ou un membre du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 du présent arrêté ou un membre du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 du présent arrêté, quart-temps par tranche de 25 unités ;</p> <p>Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour au maximum un responsable technique et un informaticien licencié ; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable technique ou d'informaticien licencié, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant respectivement à la fonction de gestionnaire technique ou d'informaticien gradué.</p> <p>2° en fonction du nombre moyen de travailleurs handicapés ayant effectué des prestations pendant le trimestre considéré et comptés pour le quota :</p> <p>a) un membre quart temps supplémentaire du personnel moniteur ou un membre quart temps supplémentaire du personnel commercial ou un membre quart temps supplémentaire du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 ou un membre quart temps supplémentaire du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F.</p> <p>b) un membre mi-temps supplémentaire du personnel moniteur ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel commercial ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel technique ouvrier</p>
--	--

	<p>et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ou en contact direct et permanent avec la clientèle.</p> <p>c) un membre temps plein supplémentaire du personnel moniteur est accordé par groupe de 50 travailleurs handicapés, classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise;</p> <p>d) un membre du personnel moniteur à quart-temps est retiré par groupe de 5 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle A;</p> <p>Le complément prévu sous a) n'est pas cumulable pour les travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F avec les compléments prévus sous b) et c).</p> <p>Pour les membres du personnel d'encadrement, le montant pris en considération pour le calcul de</p> <p>l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est le barème correspondant au titre de la fonction admise par l'administration, tel que précisé à l'annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Toutefois, au-delà des normes minimales d'encadrement visées par les articles 24 et 36 et par dérogation à l'article 23, § 1er, du présent arrêté, l'entreprise peut affecter un travailleur à l'exercice d'une fonction pour laquelle il ne satisfait pas aux critères de qualification fixés par l'annexe 3 du présent arrêté. Dans ce cas particulier, l'entreprise le rémunère à hauteur du barème correspondant à la fonction qu'il occupe alors que le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération</p>
--	--

	<p>et les cotisations de sécurité sociale est limité au barème de la fonction la plus haute correspondant à la qualification du travailleur.</p> <p>Les barèmes sont repris en annexe 4.</p> <p>Ce pourcentage est fixé à 61 %</p> <p>L'intervention est calculée au prorata du régime de travail et des prestations effectives auxquelles les prestations suivantes sont ajoutées : rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, en ce compris les deux premiers jours de carence supprimés au cours d'une année civile, jours fériés, jours de vacances et une prime de fin d'année de 3,16 % à partir de 2010 de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédant son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.</p> <p>Les heures supplémentaires, les primes et les indemnités contractuelles ne sont pas prises en considération.</p> <p>Pour déterminer l'ancienneté des travailleurs bénéficiaires d'une fonction barémisée, les règles suivantes sont d'application :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ancienneté acquise dans la même fonction et dans le secteur des entreprises de travail adapté : <p>l'ancienneté complète est retenue ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - ancienneté acquise dans une autre fonction dans la même entreprise : l'ancienneté complète est retenue si le travailleur passe d'une fonction barémisée à une autre fonction barémisée, ou la moitié de l'ancienneté plafonnée à 10 ans est retenue s'il passe d'une fonction non barémisée à une fonction barémisée ; - ancienneté acquise dans la même fonction en dehors du secteur des entreprises de travail
--	---

	<p>adapté : l'ancienneté complète est retenue et plafonnée à 10 ans ;</p> <p>- ancienneté acquise dans une fonction différente et en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : la moitié de l'ancienneté est retenue et plafonnée à 10 ans.</p> <p>En ce qui concerne les moniteurs, on entend par même fonction l'encadrement de personnes.</p> <p>Les périodes de travail et jours assimilés sont additionnés et comptabilisés en années et en mois complets.</p> <p>On entend par période de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les périodes de travail effectivement prestées couvertes par un contrat de travail ou par le statut régi par le droit public ou en tant qu'indépendant; ces dispositions s'appliquent également aux chômeurs difficiles à placer et aux travailleurs reconnus en incapacité de travail primaire, ou en invalidité et bénéficiant d'une autorisation de travail à temps partiel dans le cadre de la loi coordonnée - arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ; - les jours assimilés définis à l'article 24 de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969, les samedis, dimanches et jours de récupération, les périodes d'écartement, de congé d'accouchement et parental, les maladies, les vacances annuelles, l'interruption de carrière et le crédit temps, le congé éducation payé. <p>Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps partiel et les prestations à temps plein.</p> <p>La cinquième partie de la demande d'intervention est relative à la cotisation de sécurité sociale versée trimestriellement par chaque entreprise au Fonds de sécurité</p>
--	---

	<p>d'existence «Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française. »</p> <p>L'administration octroie à l'entreprise une intervention trimestrielle qui tient compte du nombre de travailleurs handicapés repris au quota de l'entreprise. Les moyens affectés au Fonds de sécurité d'existence sont de 288.649,77 €.</p> <p>L'administration octroie à l'entreprise de travail adapté agréée une subvention d'un montant de 2 euros par jour de chômage temporaire pour autant que l'employeur ait indemnisé le travailleur pour ce jour.</p> <p>Le remboursement par l'administration s'effectuera trimestriellement sur base d'un document justificatif dont le modèle est fixé par l'administration et que l'entreprise transmet avec les états trimestriels.</p> <p>Une subvention pour prime exceptionnelle est octroyée annuellement à chaque travailleur handicapé occupé au quota dans les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française. Le montant de la prime s'élève à € 49 pour un travailleur occupé à temps plein. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1^{er} octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata de leurs prestations. L'intervention du Collège dans la couverture des cotisations de sécurité sociale est fixée à un montant correspondant à 38 % de la prime.</p> <p>Subventions à l'infrastructure</p> <p>L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'infrastructure.</p>
--	---

	<p>Les dépenses qui peuvent être subventionnées sont l'achat de terrains, la construction de bâtiments,</p> <p>l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.</p> <p>Le montant de la subvention octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration.</p> <p>Le coût d'achat d'équipements est pris en considération dans les conditions suivantes :</p> <p>1° par entreprise, un premier plafond maximum de subvention est fixé à 3082,71 € par travailleur handicapé prévu au quota, sans qu'aucune limitation dans le temps ne soit instaurée pour épuiser ce montant; pour déterminer si ce plafond est atteint, il est tenu compte des subventions accordées depuis la date d'agrément en tant qu'atelier protégé ou entreprise de travail adapté ;</p> <p>2° quand ce premier plafond est atteint, par entreprise, un deuxième plafond maximum de subvention est fixé à 285,19 € par travailleur handicapé prévu au quota, par année de demande. Si la demande de l'entreprise n'atteint pas ce montant, elle peut en reporter le solde sur l'année de demande suivante deux fois de suite.</p> <p>3 & 4. Centres de jour et Centres d'hébergement</p> <p>Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) une subvention pour frais généraux; 2) une subvention pour frais personnalisés; 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées 4) une subvention pour la prise en charge du personnel.
--	---

	<p>La subvention annuelle pour frais généraux octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical. Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 314 € multipliés par la capacité agréée de base. Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 3 248 € multipliés par la capacité agréée de base. La capacité agréée prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.</p> <p>Subvention pour frais personnalisés.</p> <p>La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soins; - éducation, rééducation et activités spécifiques; - alimentation [y compris la nourriture entérale et le matériel indispensable à son absorption ainsi que les substituts alimentaires]; - lingerie et habillement; - transport accompagné ou non des personnes handicapées. <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 041 euro multipliés par la capacité agréée de base, hors prises en charge légères.</p> <p>Pour les centres de jour qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de 645 euro est octroyé pour chacun d'eux. Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 1 140 euro multipliés par la capacité agréée, hors prises en charge légères.</p>
--	--

	<p>Pour les centres d'hébergement dont les personnes handicapées ne sont pas inscrites en centre de jour, un montant complémentaire maximum par an de 768 euro est octroyé pour chacune d'elles.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit, la subvention forfaitaire accordée s'établit à 5 euro par demi-jour de prise en charge et à 15 euro par nuit de prise en charge.</p> <p>Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.</p> <p>Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'antépénultième année, entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit compris entre 50 % et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de cet article. Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de 15 % de sa subvention.</p> <p>Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.</p>
--	---

	<p>Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum 1,09 euro (HTVA) par kilomètre ou à maximum 3,07 euro (HTVA) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres de jour.</p> <p>Subvention pour la prise en charge du personnel.</p> <p>Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement à aucun moment et quelle que soit la circonstance.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe Ire NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.</p> <p>Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné arrêté par le Collège.</p> <p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.</p> <p>L'augmentation du taux de charge patronale doit être justifiée soit par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C soit par un changement de palier du taux d'occupation du centre durant les week-ends, les vacances et les jour fériés.</p> <p>Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011,</p>
--	---

	<p>le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément. Si le nouveau centre accueille ou héberge au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des centres qui accueillent ou hébergent au moins 75 % de personnes évaluées en C.</p> <p>Le supplément de salaire pour les prestations effectuées la nuit entre 20 heures et 6 heures pris en compte dans la subvention pour frais de personnel est fixé à un plafond annuel de 4 545 heures pour un centre dont la capacité agréée de base hors prises en charges légères est inférieure ou égale à 25 et dont moins de 25 % des personnes handicapées sont évaluées en catégorie C.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.</p> <p>En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une ASBL dont dépend au moins un centre; * les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1er janvier 2003; * le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1er janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants : <ul style="list-style-type: none"> 30,85 pour le médecin généraliste; 40,92 pour le médecin spécialiste. <p>La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.</p> <p>Elle est accordée comme suit :</p>
--	---

	<p>a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;</p> <p>b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention</p>
--	---

	<p>complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>5. Centres de jour pour enfants scolarisés</p> <p>Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) une subvention de fonctionnement ; 2) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées : scolarisés uniquement pendant les vacances scolaires ; d'âge préscolaire pendant toute l'année ; 3) une subvention pour la prise en charge du personnel. <p>La subvention de fonctionnement octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais personnalisés, de fonctionnement, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.</p> <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres à 2.227,72 € multipliés par la capacité agréée.</p> <p>Dans les centres qui accueillent des enfants qui ne sont pas pris en charge dans un centre d'hébergement, un montant complémentaire</p>
--	---

	<p>maximum de 310,90 € par an est octroyé pour chacun d'eux</p> <p>La subvention est augmentée des frais d'activités médicales à l'exclusion de toute prestation figurant à la nomenclature des prestations de santé établie sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire des soins de santé, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée. Dans ce cas, la subvention couvre ces activités médicales dans les limites de cette norme non utilisée et selon les montants horaires maxima ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 37,76 € pour le médecin généraliste en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003; - 24,49 € pour le médecin généraliste qui entre en fonction dans le centre à partir du 1^{er} janvier 2003; - 50,09 € pour le médecin spécialiste en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003; - 32,49 € pour le médecin spécialiste qui entre en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003 <p>La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM. Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 3 du présent arrêté.</p>
--	--

	<p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.</p> <p>Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales des centres de jour pour enfants scolarisés.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.</p> <p>La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.</p> <p>Elle est accordée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute; b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire. <p>La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de</p>
--	---

	<p>comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p>
--	--

	<p>6. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes</p> <p>Des subventions sont octroyées aux services d'interprétation pour sourds en matière de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention annuelle des frais de personnel est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :</p> <p>2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction et au moins 1 équivalent temps plein dans la fonction d'interprète, de translittérateur et/ou de vélotypiste.</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour les frais de personnel pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention pour les frais généraux et les frais de formation des prestataires est limitée à 75.000 euros.</p> <p>7. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale (à partir de janvier 2018)</p> <p>Des subventions sont octroyées au service de soutien aux activités d'utilité sociale en matière de frais de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de</p>
--	--

	<p>direction, le solde relevant de la fonction d'accompagnement.</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention pour les frais de fonctionnement du service est limitée à 14.000,00 euros.</p> <p>8. Les projets particuliers et innovants</p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets</p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif.</p> <p>La décision d'agrément et de subvention des projets particuliers agréés de maximum 5 ans précise l'équipe du personnel subventionnée, en nombre et en fonctions, dans le respect des dispositions de l'arrêté NM , le montant annuel maximum des frais généraux subventionnés et les frais éligibles.</p> <p>9. Les services d'accueil familial</p> <p>Des subventions sont octroyées au service d'accueil familial en matière de frais de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 1 à 2,5 équivalents temps plein (en fonction de la catégorie agréée).</p>
--	---

	<p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention pour les frais de fonctionnement est de 6.000,00 à 42.000,00 euros (en fonction de la catégorie agréée).</p> <p>10. Les services de loisirs inclusifs</p> <p>Des subventions sont octroyées au service de loisirs inclusifs en matière de frais de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 0,5 à 1 équivalent temps plein (en fonction de la catégorie agréée).</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p>
--	---

	<p>La subvention pour les frais de fonctionnement est de 6.500,00 à 12.000,00 euros (en fonction de la catégorie agréée).</p> <p>11. les services de participation par des activités collectives - PACT</p> <p>Des subventions sont octroyées au service de participation par des activités collectives en matière de frais de personnel, de frais généraux et pour les indemnités versées dans le cadre du volontariat.</p> <p>La subvention annuelle des frais de personnel est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes établies par unité de la capacité agréée du service :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel de direction : 0,025 équivalent temps plein ; - Personnel administratif et comptable : 0,025 équivalent temps plein, parmi les fonctions suivantes : secrétaire/assistant-e de direction, comptable, assistant-e comptable ou assistant-e administrative ; - Personnel paramédical, éducatif et technique : 0,2 équivalent temps plein, parmi les fonctions suivantes : fonctions paramédicales, éducateur-trice classe 1, 2 ou 3, ou technicien-ne classe 1, 2 ou 3. <p>Le nombre d'emplois subventionnés pour des travailleurs titulaires d'un titre de master ne peut dépasser 0,5 équivalent temps plein.</p> <p>La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.</p> <p>Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.</p>
--	---

	<p>Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention pour frais de personnel est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention annuelle des frais généraux est limitée à 10.000,00 euros auquel est ajouté un montant de 200,00 euros par unité de la capacité agréée du service.</p> <p>La subvention annuelle pour les indemnités versées dans le cadre du volontariat correspond à la somme des indemnités éventuellement versées aux personnes handicapées.</p> <p>12. Les services d'appui à la formation professionnelle</p> <p>Des subventions sont octroyées au service de loisirs inclusifs en matière de frais de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 0,5 à 2 équivalents temps plein (en fonction de la catégorie agréée).</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention pour les frais de fonctionnement est de 2.000,00 à 14.000,00 euros (en fonction de la catégorie agréée).</p>
--	---

<p>Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter</p>	<p>1. Les services d'accompagnement</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée visée à l'article 25, des actions spécifiques agréées visées à l'article 5, des missions conventionnées visées à l'article 6, de l'évolution du personnel repris à l'article 18 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de</p>
--	---

	<p>prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 48, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p> <p>2. Les entreprises de travail adapté</p> <p>- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux</p> <p>conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les</p>
--	--

	<p>conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>Les états trimestriels sont introduits par l'entreprise auprès de l'administration. Ces états comprennent une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque travailleur, le type de contrat, le nombre d'heures de travail prestées et assimilées, la rémunération horaire, le montant des cotisations de sécurité sociale versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.</p> <p>Ces états doivent être introduits avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée.</p> <p>Lorsque l'Administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions trimestrielles dues, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour le trimestre en cours.</p> <p>La décision d'octroi d'une subvention pour des biens immeubles cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats ne sont pas effectués avant l'expiration du trimestre qui suit le trimestre qui a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats. En outre, l'entreprise doit occuper, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'occupation des bâtiments achetés, construits ou transformés pour lesquels une subvention est accordée, le nombre de travailleurs handicapés prévu au quota.</p> <p>En cas d'achat d'un terrain, l'entreprise doit entamer les travaux de construction dans un délai de deux ans à compter de son achat.</p>
--	--

	<p>En cas d'inobservation des exigences précisées aux deux alinéas précédents, l'entreprise doit rembourser la subvention qui lui a été octroyée.</p> <p>Pour les biens immeubles, les pièces justificatives permettant la liquidation des subventions doivent être introduites à l'administration dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou de la date des factures d'achats lorsque cette réalisation ou ces achats sont postérieurs à la notification de la décision.</p> <p>En ce qui concerne l'équipement, en cas de changement de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention sans que cette somme puisse être inférieure à 60 % du prix de vente. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente. Cependant, si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien d'équipement nécessaire à l'entreprise, elle n'est pas tenue de rembourser.</p> <p>En ce qui concerne les biens immobiliers, en cas de changement de l'affectation de la subvention, l'administration fait établir la valeur vénale des biens. L'entreprise est alors tenue de rembourser la part de la valeur vénale correspondant au pourcentage de subventionnement des biens par l'administration. Si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien immobilier ayant la même affectation, elle n'est tenue de rembourser la plus-value qu'à concurrence du montant de la vente qui n'a pas été réinvesti.</p>
--	---

	<p>3 & 4. Les centres de jour y compris les centres de jour pour enfants scolarisés et les centres d'hébergement</p> <p>Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le Collège.</p> <p>L'exercice comptable correspond à l'année civile. Une comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'ASBL sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports d'un réviseur d'entreprise.</p> <p>- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>La subvention annuelle est versée aux centres sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en termes de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.</p> <p>Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui</p>
--	---

	<p>suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.</p> <p>Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :</p> <p>Concernant la subvention pour frais généraux et la subvention pour frais personnalisés</p> <ul style="list-style-type: none"> - le grand livre des charges et des produits; - la balance générale; - les tableaux d'amortissement des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital; - le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle. <p>Concernant le transport collectif;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nombre de personnes handicapées transportées, leurs noms, leurs adresses et le nombre de kilomètres parcourus. <p>Concernant la subvention pour frais de personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction; * un détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée; * l'attestation C 450bis émanant de l'ONSS; * l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel; * le décompte définitif de l'assurance-loi;
--	--

	<p>* pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre;</p> <p>* le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail;</p> <p>* le décompte définitif de la médecine du travail;</p> <p>* la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé.</p> <p>Concernant les contributions financières des personnes handicapées les pièces justificatives déterminées par l'administration.</p> <p>Si le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au centre sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base.</p> <p>Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère sur une période maximale de 12 mois le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>5. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze</p>
--	--

	<p>jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>Les frais de prestations sont subventionnés en couvrant les frais de personnel et les frais généraux afférents aux missions décrites aux articles 3 et 4 dans les limites fixées au présent chapitre.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de l'évolution du personnel repris à l'article 15 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p>
--	--

	<p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p> <p>6. Les projets particuliers et innovants</p> <p>1° Projets particuliers de courte durée</p> <p>Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Contrôle des pièces justificatives fournies</p> <p>Visite et contrôle sur place</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté</p> <p>2° Projets innovants</p> <p>Idem</p> <p>3° Projets particuliers agréés</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze</p>
--	---

	<p>jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 31 mai de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>7. Les services d'accueil familial</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p>
--	--

	<p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 34, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p>
--	---

8. Les services de loisirs inclusifs

Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.

La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.

L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le

	<p>premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p> <p>9. Les services de participation par des activités collectives - PACT</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p>
--	---

	<p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de la capacité agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 33, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs</p>
--	---

	<p>graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p> <p>10. Les services d'appui à la formation professionnelle</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p>
--	---

	<p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée, de l'évolution du personnel en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p>
--	---

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) A+B+C	
2018	2019
A. Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2018	2019

B. Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales		
Types de services	2018	2019
Services d'accompagnement	7,3 (7.300.000)	7,802 (7.802.000)
Entreprises de travail adapté	28,206 (28.206.000)	28,782 (28.782.000)
Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes	0,207 (207.000)	0,211 (211.000)
Le service de soutien aux activités d'utilité sociale	0,098 (98.000)	0,159 (159.000)
Centres de jour/d'hébergement	75,902 (75.902.000)	77,868 (77.868.000)
Centres de jour pour enfants scolarisés	28,451 (28.451.000)	29,919 (28.919.000)
Projets particuliers et innovants	2,565 (2.565.000)	2,546 (2.546.000)
Services d'accueil familial	0,202 (202.000)	0,419 (419.000)
Services de loisirs inclusifs	-	0,036 (36.000)
Services de participation par des activités collectives - PACT	-	0,096 (96.000)
Services d'appui à la formation professionnelle	-	0,247 (247.000)
C. Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales		
2018	2019	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)		
2018	2019	
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)		
2018	2019	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Les Services d'accompagnement (SA) ont été repris en SIEG car il y a une contribution financière mais qui est symbolique (1,70 € à 17,00 € par mois).

Les centres de jour, les centres d'hébergement et les centres de jour pour enfants scolarisés ont été repris en SIEG car il y a une contribution financière liée à la situation sociale des bénéficiaires.

Les montants repris sont ceux correspondant aux subventions octroyées par PHARE, ils constituent la quasi-totalité de leurs recettes.

3. PLAINTES DE TIERS

Pour le secteur des entreprises de travail adapté (ETA)

En date du 14 septembre 2017, il y a eu une plainte auprès de la Commission européenne provenant des membres de l'Union générale du secteur du nettoyage belge (UGBN - ABSU) et de la Fédération belge des entrepreneurs paysagistes (FBEP - BFG) à l'encontre des entreprises dites "d'économie sociale" dont les entreprises d'insertion et de travail adapté en Wallonie et à Bruxelles et pour les lieux de travail protégés et sociaux en Flandre.

La plainte est très large car elle couvre toutes les mesures d'aides prévues en Belgique (au niveau fédéral, régional et communautaire) en faveur de l'économie sociale et notamment en matière fiscale, de cotisations de sécurité sociales, d'interventions dans les rémunérations, etc.

La Commission européenne n'a pas encore livré ses conclusions.

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Accueil de l'enfance

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale en 2018 et 2019 :

18 JUILLET 2013. - Décret de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié.

8 DECEMBRE 2016. - Arrêté 2016/854 du collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Subventions en infrastructures : octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments</p> <p>2. L'asbl FRAJE (Formation Recherche Accueil Jeune Enfant) qui vise l'amélioration de la formation des professionnels de l'enfance.</p>

	<p>3. Initiatives</p> <p>soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, évaluer, maintenir l'accueil de la petite enfance en Région bruxelloise.</p>
Formes de mandat	<p>1. Subventions en infrastructures :</p> <p>La procédure d'octroi des subventions à l'achat de bâtiments comporte deux étapes :</p> <p>a) un accord de principe</p> <p>b) une décision définitive d'octroi de subvention.</p> <p>La procédure d'octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments comporte cinq étapes :</p> <p>1° un accord de principe;</p> <p>2° un avant-projet;</p> <p>3° un projet;</p> <p>4° une décision définitive d'octroi de subvention;</p> <p>5° un compte final d'entreprise.</p> <p>La procédure d'octroi de subventions à l'équipement et l'ameublement comporte quatre étapes :</p> <p>1° un accord de principe;</p> <p>2° un projet;</p> <p>3° une décision définitive d'octroi de subvention;</p> <p>4° un compte final des fournitures.</p> <p>2. Fraje</p> <p>Arrêté portant subventionnement</p>

	<p>Convention du 22 juillet 1999 entre la Cocof et le Fraje</p> <p>3. Initiatives</p> <p>Arrêté portant subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>1. Subventions en infrastructures :</p> <p>Durée des travaux ou durée de l'acquisition dans le cas d'un achat de bâtiment.</p> <p>2. Fraje</p> <p>La convention est valable un an reconductible tacitement.</p> <p>3. Initiatives</p> <p>Maximum un an, renouvelable.</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Normes fixées par les décrets de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ONE)
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Subventions en infrastructures :</p> <p>Le taux d'intervention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du marché de travaux, de fourniture ou de services, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège.</p> <p>Toutefois, un taux d'intervention majoré, fixé par le Collège peut être octroyé en fonction des critères suivants :</p> <p>a) sécurité des milieux d'accueil;</p> <p>b) faiblesse des contributions financières des parents;</p>

	<p>c) situation socio-économique du lieu d'implantation des milieux d'accueil ;</p> <p>d) intégration du milieu d'accueil dans un établissement d'enseignement ;</p> <p>e) participation du milieu d'accueil à un ensemble de services sociaux ;</p> <p>f) inclusion des enfants porteurs d'un handicap dans le milieu d'accueil ;</p> <p>g) inclusion d'enfants issus de familles fragilisées.</p> <p>Pour l'achat de bâtiment, le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable. La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul.</p> <p>Pour les travaux ou les fournitures, le demandeur doit passer par un marché public.</p> <p>2. Fraje</p> <p>Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif et aides indirectes (mise à disposition de locaux)</p> <p>3. Initiatives</p> <p>Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
--	--

<p>Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter</p>	<p>1. Subventions en infrastructures :</p> <p>Le demandeur :</p> <p>1° ne peut modifier l'affectation des bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 7 sans l'autorisation préalable du Collège;</p> <p>2° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention, majorée de 50 % de la plus-value éventuellement réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention;</p> <p>3° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention.</p> <p>4° maintient l'accessibilité sociale visée à l'article 2, §1^{er}, jusqu'à l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7. A défaut, il doit rembourser la part non amortie du montant de la subvention.</p> <p>2. Fraje et Initiatives</p> <p>Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité correspondant à la réalisation des projets déterminés dans l'arrêté d'octroi de la subvention</p> <p>Visite et contrôle sur place des pièces et des documents par les agents de l'Administration et désignés par le Collège</p>
--	--

	Remboursement du trop-perçu sur base des pièces justificatives éligibles
Montant de l'aide octroyée 2018 et 2019	
Montant total de l'aide octroyée	<p>1. Subventions en infrastructures :</p> <p>Secteur public :</p> <p>Liquidé en 2018 : € 0,00</p> <p>Liquidé en 2019 : € 0,00</p> <p>Secteur privé :</p> <p>Liquidé en 2018 : € 0,00</p> <p>Liquidé en 2019 : € 0,00</p> <p>2. Fraje</p> <p>En 2018 : 168.000,00 € engagés + aides indirectes (mise à disposition de locaux)</p> <p>En 2019 : 176.000,00 € engagés + aides indirectes (mise à disposition de locaux)</p> <p>3. Initiatives</p> <p>En 2018 : 188.000,00 € engagés</p> <p>En 2019 : 206.500,00 € engagés</p>
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

a) Les difficultés conceptuelles

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont

- sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

b) Les difficultés méthodologiques

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision.

c) Les difficultés concrètes d'analyse

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	L'inclusion sociale des groupes vulnérables
SOUS-SECTEUR	Cohésion sociale

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

15 mai 2004 - Décret relatif à la cohésion sociale (version consolidée mise à jour au 13-02-09)

26 mai 2005. - Arrêté 2005/9 du Collège de Cocof portant exécution du décret de Cocof du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Le contrat communal de cohésion sociale : 13 contrats communaux pour 197 projets (2018) et 195 (2019).</p> <p>Le Collège propose aux communes relevant de « l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation » la négociation et la signature d'un contrat communal de cohésion sociale répondant à une des priorités suivantes pour le quinquennat 2016-2020 :</p> <p>1 Le soutien et l'accompagnement à la scolarité 2 L'apprentissage et l'appropriation de la langue française en tant que citoyen actif 3 La citoyenneté interculturelle 4 Le « vivre ensemble »</p> <p>Par ailleurs, les actions menées doivent concourir à la mixité culturelle, la mixité de genre, la mixité d'âge et la mixité sociale.</p> <p>Afin de garantir la bonne exécution de ces contrats, le Collège peut financer une coordination locale chargée, en concertation avec</p>

	<p>les Services du Collège, de sélectionner les projets du milieu associatif après appel public à projets, d'en organiser la coordination, de les accompagner au niveau administratif et de les évaluer.</p> <p>Dans le cadre de leur enveloppe communale, les communes peuvent réserver d'une partie de cette enveloppe pour financer des projets ponctuels et non récurrent. Les communes suivantes disposent d'une réserve communale : Saint-Josse, Schaerbeek et Saint-Gilles.</p> <p>20 projets (2018) et 25 (2019)</p> <p>2. Le contrat régional de cohésion sociale : 59 projets (2018) et 61 (2019) contrats régionaux</p> <p>Le contrat régional de cohésion sociale détermine, pour une durée maximale de cinq ans, la manière dont les objectifs fixés par le Collège seront poursuivis par les associations.</p> <p>Il fixe un ou plusieurs objectifs spécifiques aux associations concernées, et détermine le projet qu'elles entendent développer, le public qu'elles visent, la finalité de leur action, le budget qui leur est alloué, ainsi que les critères et modalités d'évaluation de leur travail.</p> <p>Les contrats régionaux de cohésion sociale sont précédés d'un appel à projet lancé par le Collège.</p> <p>3. Le Centre régional d'appui à la cohésion sociale : 1 centre régional agréé</p> <p>Le Centre régional est chargé d'élaborer, en concertation avec les coordinations locales, un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique. Ce rapport est communiqué à</p>
--	--

	<p>l'Assemblée de la Commission communautaire française.</p> <p>Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.</p> <p>4. Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français : 1 centre régional agréé</p> <p>Ce centre régional est chargé de :</p> <p>1° accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;</p> <p>2° coordonner sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;</p> <p>3° dispenser des cours d'alphabétisation aux personnes adultes, quelle que soit leur origine, qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'écrit en français;</p> <p>4° dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes adultes peu ou non scolarisées dont la langue maternelle n'est pas le français et qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'oral et de l'écrit en français;</p> <p>5° former les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français visés aux points 3° et 4° ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;</p>
--	--

	<p>6° détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes peu ou non scolarisées.</p> <p>5. Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : 1 centre régional agréé</p> <p>Le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle est une association-relais entre les associations du terrain, les pouvoirs publics régionaux et les médias. Il constitue un soutien et un encouragement de la vie associative.</p> <p>La subvention annuelle allouée par le Collège permet d'intervenir dans les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutien des associations par une aide logistique ; - organisation des manifestations propres à la cohésion sociale en suscitant une synergie entre les productions sociales et culturelles des différentes communautés ; - organisation de formations de personnes issues de l'immigration et de professionnels des secteurs non-marchand dans le but d'améliorer l'implication de tous dans une société multiculturelle ; - sensibilisation du public régional aux aspects positifs et constructifs d'une société interculturelle. <p>6. Fonds d'impulsion à la politique des Immigrés (FIPI) :</p> <p>FIPI associatif : 112 projets (2018) 100 (2019)</p> <p>FIPI communal : 89 (2018) 87 (2019)</p> <p>Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (F.I.P.I.) a été créé en 1991 par le Gouvernement fédéral. Son objectif est de soutenir des projets favorisant l'intégration</p>
--	---

	<p>sociale des personnes d'origine étrangère, la prévention des discriminations et le dialogue interculturel. Suite à la 6ème réforme de l'état et aux transferts de la sainte Emilie, le FIPI a été confié aux entités fédérées et donc pour partie à la Commission communautaire française (COCOF). Il y a 9 communes éligibles situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale à savoir Anderlecht, Bruxelles ville, Etterbeek, Forest, Ixelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek.</p> <p>Les demandes introduites doivent participer à la réalisation d'une ou plusieurs dimensions de l'intégration décrites ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion de l'égalité et de la diversité dans l'ensemble des secteurs de la vie sociale et culturelle et économique ; • la participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique, et l'acquisition de ressources utiles à l'exercice du libre choix et de l'autonomie de la personne ; • l'amélioration de l'échange et de la connaissance mutuelle entre les différentes communautés, ainsi que le dialogue interculturel ; • le soutien aux dynamiques locales favorisant la cohésion sociale ; • la mixité sociale, culturelle, intergénérationnelle et de genre du public; • l'émancipation des femmes et des jeunes filles ; • la lutte contre le racisme et les discriminations. <p>Les activités subsidiaires par le FIPI doivent être destinées à titre principal à des personnes d'origine ou de nationalité étrangère, avec une attention particulière pour les primo-arrivants et pour les femmes. Elles concourront à renforcer la mixité sociale et culturelle. Pour ce faire, le Fonds d'impulsion soutient la mise en</p>
--	--

	<p>œuvre de programmes relevant d'une des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) ; • l'amélioration des opportunités de formation des personnes d'origine étrangère et de leur position sur le marché du travail ; • l'enseignement des langues nationales ; • la promotion sociale (la mise à niveau des connaissances et l'alphabétisation) ; • les activités socioculturelles et les activités sportives ; • l'assistance psychologique, sociale ou médicale adaptée aux publics issus de l'immigration ; • la formation des professionnels travaillant avec un public multiculturel ; • la coordination d'un partenariat local oeuvrant à la cohésion sociale ; • la traduction et l'interprétariat social. <p>7. Initiatives : 60 projets (2018) et 59 (2019)</p> <p>Le Collège peut soutenir, dans la limite des moyens financiers inscrits au budget général des dépenses de la CoCof des projets ponctuels dits « d'initiatives » s'inscrivant dans des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, sans discrimination , l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu. Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion sociale par le développement de politiques d'intégration sociale, d'interculturalité, de diversité socioculturelle et de cohabitation des différentes communautés locales.</p>
--	--

Formes de mandat	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat communal : Convention spécifique signée entre l'association, l'autorité locale et l'autorité régionale - Contrat régional : Contrat spécifique signé entre l'association et l'autorité régionale - Centre régional d'appui à la cohésion sociale et Centre régional de développement de l'alphabétisation : Arrêté de désignation du Collège de la CoCof pour mener les missions décrétales - Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : Arrêté de subventionnement - FIPI communal: Convention signée entre la commune et la COCOF - Initiatives : Arrêté de subventionnement
Durée du mandat	<p>5 ans pour les contrats communaux, régionaux, le Centre régional d'appui et le Centre régional d'alphabétisation</p> <p>1 an pour le CBAI, le FIPI et pour les Initiatives</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Uniquement pour le Centre régional d'appui à la cohésion sociale, le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle et pour le Centre régional de développement de l'alphabétisation
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	<p>1. Le Contrat communal de cohésion sociale</p> <p>80 % du budget de la cohésion sociale sont répartis entre les communes. Le Collège fixe et pondère les critères qui déterminent la répartition du montant entre elles. Certaines communes cofinancent le dispositif de cohésion sociale.</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>2. Le contrat régional de cohésion sociale.</p> <p>20 % du budget alloué à la cohésion sociale sont consacrés aux projets régionaux ou</p>

	<p>intercommunaux, à des projets qui n'ont pas été inclus dans un contrat communal de cohésion sociale</p> <p>Le financement des contrats de cohésion sociale s'opère par la liquidation de subventions aux associations.</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>3. FIPI :</p> <p>Sont pris en charge :</p> <p>1°/ les frais de fonctionnement et de personnel</p> <p>Ou</p> <p>2°/ les frais d'investissement et/ou d'infrastructure : investissement pour l'acquisition, la rénovation ou l'aménagement d'une infrastructure ouverte au public pour des activités socioculturelles, éducatives, artistiques ou sportives</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>4. Initiatives :</p> <p>Octroi de la compensation suite à des demandes individuelles et ponctuelles adressées auprès du Membre du Collège ou de l'Administration</p> <p>L'intervention financière porte sur des frais de personnel et de fonctionnement et est fonction du budget prévisionnel.</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Pour les contrats communaux et régionaux, une avance égale à 90 % de la subvention est liquidée au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, au profit des associations dont la subvention globale ne dépasse pas 10.000 euros.</p>

	<p>Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.</p> <p>Les associations dont la subvention globale est supérieure à 10.000 euros reçoivent, au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une première avance de 50 % de la subvention, et au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 40 % de la subvention. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.</p> <p>L'association tient une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de recettes et de dépenses selon le modèle imposé par le Collège.</p> <p>Le Collège désigne les agents de l'administration chargés du contrôle de l'application des dispositions du décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.</p> <p>Les coordinations locales et les associations subsidiées sont tenues de leur garantir le libre accès à leurs locaux et aux documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.</p> <p>Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur base des pièces justificatives admissibles. Celles-ci sont établies par circulaire.</p> <p>Dans le cadre du FIPI, les instructions relatives aux modalités de justification des subsides sont établies par circulaire.</p> <p>Dans les autres cas, les arrêtés de subventionnement contiennent les modalités de justification des montants alloués.</p>
--	--

LES EXIGENCES EN MATIERE DE TRANSPARENCE : site de la CCF où sont publiés les appels à projets, les textes législatifs, les instructions pour les justificatifs...

Montant de l'aide octroyée 2018 – 2019	
Montant total de l'aide octroyée	<p>COCOF Cohésion sociale : 13.509.290,46 € (2018) et 13.836.234,79 € (2019) dont :</p> <p>Contrats communaux : 7.464.210,41€ - (2018) et 7.637.461,15€ (2019)</p> <p>Contrats régionaux : 1.687.581,89€ - (2018) et 1.747.486,07€ (2019)</p> <p>Centre régional d'appui en cohésion sociale: 255.321,71€ (2018) et 260.853,88€ (2019)</p> <p>Centre régional d'alphabétisation : 917.331,45€ (2018) et 937.207,69€ (2019)</p> <p>FIPI : 1.945.830,00€ (2018) et 1.945.000,00€ (2019)</p> <p>Initiatives : 1.069.015,00€ (2018) et 1.138.226,00€ (2019)</p> <p>Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : 170.000 € (2018) et 170.000 € (2019)</p>
Autres informations quantitatives	/

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Une réactualisation des données 2017-2018 a été effectuée pour réaliser ce rapport.

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

5 mars 2009 - Décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

- 4 juin 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

Décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

- Arrêté du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil ;
- Arrêté du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil.

Décret du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé

- Arrêté du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé.

Décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées.

- Arrêté 2008/1561 du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et

d'accueil à mener envers les personnes âgées.

Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux.

- Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 octobre 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux.

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Les centres de planning familial : 27 agréés</p> <p>Le centre de planning familial exerce les missions suivantes :</p> <p>1° l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles.</p> <p>A cet effet, il est tenu :</p> <p><i>a)</i> d'accueillir toute personne en situation de détresse affective, relationnelle, sexuelle et administrative et de lui apporter écoute, réponse et orientation;</p> <p><i>b)</i> d'organiser des consultations médicales, psychologiques, sociales et juridiques;</p> <p><i>c)</i> d'assurer le suivi des grossesses et les consultations prénatales et d'aider les femmes enceintes en difficulté;</p> <p><i>d)</i> d'organiser des activités de prévention, afin de préparer les jeunes à la vie affective, relationnelle et sexuelle, d'assurer l'information et de susciter la réflexion auprès des adultes, sur ce thème;</p> <p><i>e)</i> d'informer les personnes et les groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non et l'interruption volontaire de grossesse.</p> <p>Dans le respect de la loi, le centre peut développer des activités dans le domaine spécialisé de la pratique</p> <p>d'interruption volontaire de grossesse réalisée.</p> <p>Le centre de planning familial peut développer des activités spécifiques dans des domaines plus spécialisés liés aux missions notamment dans le cadre de la consultation conjugale, de la médiation familiale.</p>

	<p>2° le développement d'une politique de prévention en coordination avec les acteurs socio-sanitaires.</p> <p>2. Services d'aide à domicile : 7 agréés</p> <p>Le service d'aide à domicile exerce les missions suivantes :</p> <p>1° permettre aux bénéficiaires de mieux vivre à domicile, d'acquérir et de préserver leur autonomie, avec le soutien d'aides familiaux, seniors et ménagers, en concertation avec l'environnement familial et de proximité et les autres intervenants professionnels s'il échoit;</p> <p>2° accorder l'aide par priorité à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus démunis sur le plan financier, de la santé physique ou psychique ainsi que sur le plan social.</p> <p>3. Maisons d'accueil : 16 agréées</p> <p>La maison d'accueil a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie, leur bien-être physique et leur réinsertion dans la société. On entend par bénéficiaires : les adultes, les mineurs émancipés, les mères mineures, les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité relationnelle, sociale ou matérielle se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants à charge qui les accompagnent. On entend par enfants à charge, les enfants dont les bénéficiaires s'occupent habituellement.</p> <p>4. Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 6 centres agréés</p> <p>Un service d'accueil de jour (SAJ) est un service destiné à accueillir en journée des personnes âgées d'au moins 60 ans afin de les aider à maintenir ou à rétablir un lien social, à favoriser</p>
--	--

	<p>leur autonomie et à les guider dans leurs démarches socio-sanitaires.</p> <p>Ce service est destiné prioritairement aux personnes âgées ne résidant pas dans un établissement résidentiel destiné aux personnes âgées. Les résidents d'une maison de repos ou maison de repos et de soins n'y ont pas accès. Passerelles entre le logement privé et la maison de repos, ces centres accueillent toute personne âgée en perte d'autonomie et ayant besoin d'un accompagnement psychologique, paramédical ou social. Ils accueillent un maximum de vingt personnes par jour et sont ouverts cinq jours par semaine. Ils mettent à disposition un service social, un service d'ergothérapie, une assistance en matière d'hygiène corporelle, un encadrement paramédical, des animations (jeux, chant, repas, sorties spectacles, etc.), un service de transport entre le centre et le domicile, le déplacement vers l'hôpital, etc.</p> <p>5. Centres de formation d'aides familiales : 3 agréés</p> <p>dispensent une formation qualifiante s'étalant sur 10 mois comprenant des cours théoriques et des stages pratiques. Le stagiaire sortant de la formation qualifiante d'aide familial peut, grâce à la certification, porter le titre d'auxiliaire polyvalent des services à domicile et en collectivités.</p> <p>6. Les Services de Télé-vigilance : 2 agréés</p> <p>Un service de télé-vigilance (STV) est un service offrant une assistance à distance et une possibilité d'intervention urgente 24 heures sur 24 heures aux personnes âgées d'au moins 60 ans.</p> <p>7. Initiatives : 130 initiatives</p> <p>soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la qualité de vie de la population par une</p>
--	--

	approche interdisciplinaire et en partenariat avec d'autres acteurs socio-sanitaires.
Formes de mandat	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté ministériel portant agrément - Arrêté de catégorisation - Arrêté de subventionnement pour les Initiatives
Durée du mandat	<p>Services ambulatoires (centres de planning familial, services d'aide à domicile)</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans, renouvelable maximum une fois, pour l'agrément provisoire - indéterminé pour l'agrément définitif <p>Maisons d'accueil 5 ans renouvelable</p> <p>Services d'accueil de jour pour personnes âgées six ans renouvelable</p> <p>Services de télé-vigilance six ans renouvelable</p> <p>Centres de formation d'aides familiales cinq ans renouvelable</p> <p>Initiatives maximum 1 an, renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Définis dans le décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	<p>1. Centres de planning familial</p> <p>L'équipe minimale dispose, au moins, de 0.16 ETP psychologue, de 0.16 ETP assistant social, de 0.16 ETP juriste et de 0.16 ETP médecin.</p> <p>La subvention relative aux frais de fonctionnement est fixée à 5.140 euros par travailleur ETP subventionné. Toutefois un montant minimum annuel de 24.230 euros est garanti à chaque centre de planning familial.</p>

	<p>Tous les cinq ans une intervention pour les frais d'informatisation est octroyée à chaque centre de planning familial pour couvrir les frais d'achat du matériel informatique à concurrence d'un montant maximum de 3.850 euros.</p> <p>Une subvention de 21 euros par heure est octroyée pour les heures de consultation autres que de consultation médicale, ainsi que pour les heures de réunion, d'accueil et de prévention prestées par les membres de l'équipe du centre de planning familial qui travaillent sous le statut d'indépendant.</p> <p>2. Services d'aide à domicile</p> <p>Les modalités d'octroi des subventions aux services d'aide à domicile sont les suivantes :</p> <p>1° La subvention relative aux activités des aides familiaux et seniors comporte :</p> <p><i>a)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides familiaux et seniors. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.</p> <p>Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;</p> <p><i>b)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;</p> <p><i>c)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;</p> <p><i>d)</i> un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe;</p>
--	---

	<p>e) un montant forfaitaire pour un ETP à titre d'intervention dans les charges salariales pour le personnel de direction lorsque le service comporte plus de 100 ETP.</p> <p>2° Un montant forfaitaire supplémentaire par prestation d'aide familial ou senior est octroyé à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux et pour toute prestation avant 7 heures et le soir après 18 heures pour autant que ces heures représentent au moins 4 % du volume total d'heures prestées à domicile;</p> <p>3° La subvention relative aux activités des aides ménagers comporte :</p> <p>a) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides ménagers. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.</p> <p>Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;</p> <p>b) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;</p> <p>c) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;</p> <p>d) un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe.</p> <p>4° Les subventions pour les heures prestées par les aides familiaux, seniors et ménagers le dimanche, les jours fériés légaux ou le matin avant 7 heures et le soir après 18 heures sont majorées d'un supplément horaire de 50 %, les</p>
--	--

	<p>subventions pour les heures prestées le samedi sont majorées d'un supplément horaire de 35 %. Pour les aides ménagers, ces subventions ne sont octroyées que pour la distribution de repas à domicile;</p> <p>5° La durée de déplacement est prise en considération dans le calcul des subventions à raison d'un quart d'heure par prestation.</p> <p>Lorsqu'une aide intensive est accordée, la subvention, par prestation, prévue pour couvrir la rémunération du responsable de service et des responsables d'équipe est multipliée par deux pour une prestation de 6 heures et par trois pour une prestation de 8 heures;</p> <p>7° L'indexation des montants forfaitaires est effectuée de la manière suivante :</p> <p>Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteint l'un des indices pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants forfaitaires sont calculés en les affectant d'un coefficient 1,02ⁿ représentant le rang de l'indice de pivot atteint. Les montants sont toujours adaptés au début d'un trimestre.</p> <p>La subvention relative aux prestations des aides familiaux et seniors est plafonnée à 4/5 du nombre maximum d'heures de prestations subventionnées fixé annuellement par l'autorité régionale. Elle est plafonnée à 2/5 de ces heures pour les aides ménagers.</p> <p>Les heures de réunions syndicales prestées par les aides peuvent être assimilées à des heures de prestations à concurrence de :</p> <p>1° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Conseil d'Entreprise;</p>
--	---

	<p>2° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Comité de Prévention et de Protection du Travail – CPPT;</p> <p>3° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions de la délégation syndicale.</p> <p>Les heures destinées aux examens médicaux effectués conformément à la Loi sur le bien-être au travail peuvent être assimilées à des heures de prestation.</p> <p>Les réunions de coordination interne ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de deux heures par aide et par semaine.</p> <p>Les réunions de coordination externe ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de vingt heures par an et par aide.</p> <p>La subvention pour frais de formation continuée du responsable de service, des responsables d'équipe et du personnel administratif et de direction s'élève à 1 % de la masse salariale de ce personnel.</p> <p>3. Maisons d'accueil</p> <p>Une maison d'accueil peut être agréée pour une ou plusieurs des catégories d'activité suivantes :</p> <p>catégorie 1 : accueil d'adultes isolés;</p> <p>catégorie 2 : accueil d'adultes isolés avec enfants;</p> <p>catégorie 3 : accueil de familles.</p> <p>Une capacité maximale d'accueil est déterminée pour chaque catégorie d'activité lors de l'agrément.</p> <p>Le montant de la subvention est lié à la catégorie dans laquelle la maison est agréée et à ses possibilités d'accès pour les bénéficiaires. Les subventions sont destinées à couvrir, d'une part, des frais de rémunération du personnel,</p>
--	--

	<p>(des frais de formation du personnel,) des frais de fonctionnement et, d'autre part, des frais d'infrastructures de la maison d'accueil selon les critères et les modalités fixés par l'autorité régionale.</p> <p>Il détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement de la maison ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.</p> <p>4. Services d'accueil de jour pour personnes âgées :</p> <p>Subvention forfaitaire annuelle à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement: 60.000 €. Par subsides de fonctionnement, on entend toute dépense n'entraînant pas d'amortissement (salaires, formations, achats consommables, ...).</p> <p>5. Centres de formation d'aides familiales</p> <p>La subvention comprend par cycle de formation réalisé :</p> <p>1° une subvention forfaitaire de 18 592,01 euros à titre d'intervention dans les frais de rémunération d'un coordinateur, employé, au moins à mi-temps et titulaire d'un diplôme ou certificat du niveau de l'enseignement secondaire supérieur ou, à défaut, pouvant justifier d'une ancienneté de 10 ans dans le secteur non marchand.</p> <p>2° une subvention forfaitaire de 22,31 euros par heure de cours. Le total des heures ne peut dépasser 500 heures par cycle.</p> <p>Toutefois, lorsque le centre de formation agréé répartit les élèves d'un même cycle de formation en plusieurs groupes, le nombre maximum de 500 heures peut être dépassé, la subvention allouée pour les cours d'hygiène et premiers</p>
--	---

	<p>soins et de formation ménagère étant calculée à raison du nombre d'heures dédoublées.</p> <p>3° une subvention forfaitaire de 22,31 euros par heure de réunion d'accompagnement. Le total des heures de réunions d'accompagnement ne peut dépasser 50 heures par cycle.</p> <p>4° une subvention forfaitaire annuelle de 3 966,30 euros à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement incluant notamment des frais de documentation et de matériel pédagogique.</p> <p>Les montants sont révisables et liés à l'indice-santé. Ils sont adaptés annuellement chaque premier janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>6. Services de télé-vigilance</p> <p>Le Collège de la Cocof octroie une subvention au STV lorsque celui-ci applique une réduction tarifaire de 15 € par mois minimum aux bénéficiaires répondant aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bénéficiaire est une personne âgée d'au moins 60 ans, reconnue comme handicapée, et dont les revenus ne dépassent pas le montant donnant accès au statut 'BIM' ou 'OMNIO' dans le cadre de l'assurance soins de santé - le bénéficiaire est une personne de 75 ans au moins, dont les revenus ne dépassent pas le montant donnant accès au statut 'BIM' ou 'OMNIO' dans le cadre de l'assurance soins de santé. <p>Une subvention de 1,25 € indexés est également octroyée pour les frais de gestion par mois et par dossier.</p> <p>7. Initiatives :</p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets</p>
--	---

	Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget prévisionnel.
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Services agréés</p> <p>contrôle et inspection des services par des agents habilités : respect des conditions d'agrément et des normes imposées, consultation sur place des pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission</p> <p>Sur base d'un dossier justificatif annuel et de pièces justificatives</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur base des dépenses admissibles</p> <p>Initiatives</p> <p>Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Contrôle des pièces justificatives fournies</p> <p>Visite et contrôle sur place</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté.</p>
Montant de l'aide octroyée 2018	
Montant total de l'aide octroyée	<p>51.334.155,32</p> <p>dont</p> <p>Centres de planning familial : 7.862.135, 85 €</p> <p>Services d'aide à domicile : 29.913.688,79 €</p> <p>Maisons d'accueil : 11.699.773,16 €</p> <p>Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 399.884,95 €</p> <p>Centres de formation d'aides familiales : 182.098,34 €</p> <p>Services de télé-vigilance : 180.071,19 €</p> <p>Initiatives : 1.096.503,04 €</p>

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

a) Les difficultés conceptuelles

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

b) Les difficultés méthodologiques

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée.
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

c) Les difficultés concrètes d'analyse

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)

- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant